



La Maison des Journalistes : ils ont jeté l'encre...

Vinciane HAUDEBOURG

Étudiante en master 2
Information-Communication
(spécialité Journalisme)
CELSA-Sorbonne, Paris
vinciane.hau@free.fr

Ils ont jeté l'encre et ont dû hisser les voiles. Leurs mots couchés sur le papier les ont poussés à l'exil. Parce qu'ils sont journalistes et qu'ils ont dénoncé en rapportant et expliquant des événements dans un pays où la liberté d'expression est bafouée, ils ont dû prendre la fuite et laisser derrière eux tout un pan de leur vie. Accoster sur une nouvelle terre, c'est avant tout perdre la sienne, poser le pied dans un pays étranger plutôt qu'un pays d'accueil, mais c'est aussi espérer débarquer dans une nouvelle vie où les menaces et les persécutions n'ont plus lieu et où la peur se dissipe.

Au 35 rue Cauchy, dans le 15^e arrondissement de Paris, la Maison des Journalistes accueille ces plumes en exil. Ancienne usine désaffectée, remise à neuf par la mairie, le bâtiment est uniforme, clair, avec de grandes fenêtres aux vitres teintées. Un simple interphone à l'entrée. Quelques plantes. Un ton sobre, neutre, dépersonnalisé, qui n'impose rien. Ce sont les 15 chambres individuelles qui sont ponctuées des touches personnelles des journalistes. Banquettes accueillantes et tapis de prières chez Oumar, drapeau irakien et plan de Paris sur les murs d'Ahmed.

La Maison des Journalistes touche à l'intime d'individus et à l'intime d'une profession. Elle pose avant tout une question identitaire. Comment s'articule donc la double identité des résidents, à la fois réfugiés politiques et journalistes ? Quelle représentation du journalisme la Maison donne-t-elle ? Comment met-elle





en lumière la richesse de l'identité professionnelle et de quelle manière offre-t-elle, par un jeu de miroir, une réflexion sur la pratique du journalisme en France ?

Une maison de l'entre-deux

C'est à l'occasion d'un reportage sur les médias en 1992 que Danièle Ohayon, journaliste à France Info, prend violemment conscience de la détresse des journalistes contraints à l'exil. Elle fait l'interview d'un journaliste iranien torturé par le régime du Shah et décide alors de créer la Maison des journalistes le 3 mai 2002 avec son ami Philippe Spinau, ancien éducateur pour délinquants et réalisateur de documentaires. La Maison s'inscrit dans une période d'attente, celle de l'obtention du statut de réfugié politique par l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides (OFPRA). Elle est un lieu de transition où la vie est en suspens, hésite et tente de prendre un nouveau départ.

Pour faciliter cette attente, la Maison offre à 15 résidents, pendant six mois, une chambre individuelle, un ticket quotidien de 8,5 euros pour un repas, une carte de transports publics, des cartes de téléphone et des activités. Etre « entre-deux » peut vite signifier « être nulle part » ou « être à l'arrêt », c'est pourquoi il est nécessaire de donner un sens à cette attente. « *Les résidents vivent détachés de toute notion temporelle, explique Véronique Pauchard, la psychologue de la Maison qui vient deux fois par mois écouter les journalistes qui le souhaitent. C'est d'autant plus difficile à gérer que les journalistes travaillent dans une temporalité habituellement très scandée.* »

L'établissement a accueilli, de mai 2002 à avril 2008, 137 résidents (29 femmes et 108 hommes) de 42 pays différents. Les plus nombreux sont venus du Cameroun (17), d'Algérie (10), d'Haïti (9), d'Irak et de Turquie (8 dans chaque pays), de Cuba, de Birmanie et de République Démocratique du Congo (7 dans chaque pays) et de Sierra Leone (6).

Se poser et se reposer

En schématisant, le parcours des résidents en France suit trois étapes principales : l'arrivée en France suivie des jours d'errance avant d'être accepté à la Maison des journalistes, la résidence de six mois à la Maison des Journalistes et la sortie de la Maison des journalistes avec des perspectives d'avenir individuelles et professionnelles sur le territoire français. Dans ce schéma, la Maison des Journalistes correspond à un sas de décompression.





En effet, avant d'intégrer la Maison des Journalistes, la plupart des journalistes exilés errent entre foyers pour immigrés, chambres d'hôtels bon marché ou centres d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA). « *Je me suis retrouvé dans des foyers sales et sordides à vivre la promiscuité avec des SDF et des toxicos* », raconte Brahim Moussa qui était rédacteur en chef du journal tchadien *Le Progrès* et a dû fuir son pays en raison d'articles qui impliquaient le président Deby dans une affaire de corruption. De même, Izana, 37 ans, journaliste dans un hebdomadaire indépendant de Casablanca, obligée de fuir son pays pour avoir publié des articles sur la répression des manifestations sahraouis par le gouvernement marocain au Sahara Occidental raconte : « *Mon métier au Maroc était un combat intellectuel dans lequel j'avancais un peu tous les jours. En France, un combat inattendu et cette fois-ci plus dur m'attendait, c'était un combat pour la survie.* » L'instabilité, la perte de repères et la peur d'être à la rue prennent alors en partie fin à la Maison des Journalistes où ils trouvent un toit et un logement fixe.

La Maison des journalistes offre aux résidents un soutien financier qui leur évite de courir des risques pour leur survie. En effet, ne pouvant travailler légalement à leur arrivée en France, la plupart des journalistes se voient obligés de faire des petits boulots non déclarés, souvent sans lien avec leur profession. Oumar Dia, journaliste mauritanien, persécuté pour ses articles et son engagement auprès du peuple Peul, a ainsi travaillé au noir dans une usine pour pouvoir survivre ; des heures épuisantes de travail physique vécues comme une humiliation par un journaliste ayant toujours travaillé dans le milieu intellectuel. « *Je me suis cassé, j'ai craqué. Le travail était pénible et je ne gagnais rien.* »

Amorcer l'intégration et préparer l'après

La Maison des Journalistes s'emploie à faire accepter aux résidents leur non retour dans leur pays. « *Les résidents ont été censurés et persécutés mais leur situation est plus complexe qu'elle n'y paraît. Il ne suffit pas d'attendre la chute du censeur persécuteur pour revenir au pays, assure le directeur. La plupart de nos journalistes se sont attaqués à des groupes non gouvernementaux, des nébuleuses, des trafics qui impliquent plusieurs personnes. Si le chef tombe, l'équipe qui l'entoure reste et représente toujours un danger pour le journaliste.* » Il faut donc que les journalistes tournent la page et acceptent de rester apatrides. La Maison les aide à se familiariser avec le mode de vie en France et en leur donnant des pistes pour gérer leur quotidien. Arthur est un journaliste congolais. En 2001, son travail est récompensé internationalement : il reçoit le prix



RFI/RSF du meilleur reportage presse écrite pour une enquête sur la pénurie de carburant à Kinshasa qui dénonce la corruption en pleine guerre du Congo. Alors qu'il se trouve à Paris suite à l'invitation de RFI, le journaliste apprend que les renseignements militaires congolais ont perquisitionné sa maison et sa rédaction. Il ne retournera pas dans son pays. Il se souvient : « *C'est une véritable rupture au début, on est démuni face aux coups du destin et il faut se faire une raison.* »

Les résidents doivent composer avec une dualité identitaire complexe. Ils sont à la fois des individus et des professionnels. Cependant, comme ils ont été obligés de quitter leur pays à cause de leurs articles, c'est la profession qui définit leur destin. Le journaliste s'impose alors devant le citoyen, la vie professionnelle prend le pas sur la vie privée. « *Le journalisme s'est emparé de ma vie, raconte Izana. Je me suis oubliée et effacée derrière ma profession. Maintenant, avec le recul géographique et temporel, je veux me marier, fonder une famille, penser à ma vie privée.* »

En France, ce n'est plus que l'identité de journaliste qui leur est automatiquement reconnue. En effet, être à la Maison des Journalistes signifie avant tout être journaliste. Ainsi la Maison crée-t-elle l'entre-soi professionnel, peut-être au détriment de l'individualité.

Le silence contre la parole

Parler des souffrances vécues, des tortures ou du déracinement forcé est une étape difficile à franchir pour les résidents. « *Il est important qu'ils arrivent à mettre des mots sur ce qu'ils ont subi. La grande complexité est que les atrocités qu'ils ont vécues relèvent souvent de l'indicible* », explique la psychologue de la Maison. Les journalistes peuvent venir la voir pour tenter de se séparer émotionnellement de leur souffrance. « *Dire sa souffrance, c'est aussi l'entendre et donc prendre le risque de la revivre, explique la psychologue. Certains ont des troubles du sommeil, des épisodes de reviviscence douloureux.* » Les résidents peuvent vouloir parler incessamment de leur persécution, une logorrhée qu'il faut canaliser. D'autres sont au contraire dans le refus de parole, l'évitement total. Ils refoulent leur souffrance pour l'oublier, à tel point que leur mémoire occulte finalement certains faits.

Aussi, lorsqu'ils sont interrogés à l'OFPPRA, ils ne peuvent répondre précisément aux questions. Leur récit est alors mis en doute et ils ont le sentiment d'être incompris. « *Lors de mon premier rendez-vous à l'OFPPRA, ma demande d'asile a été refusée. L'entretien là-bas est très subjectif car il ne repose que sur une seule. On ne me comprenait pas. Je suis tombé dans*



un gouffre de désespoir », explique Oumar. Alors, comment dire pour se soulager sans dire trop pour ne pas se faire mal ? Comment se faire comprendre quand on ne trouve pas les mots ? Les résidents arrivent à ce paradoxe : ceux qui ont dit haut et fort les injustices dans leur pays se retrouvent à ne plus pouvoir exprimer l'injustice dont ils ont été eux-mêmes victimes. Remy, journaliste camerounais de 39 ans qui animait une radio privée satirique pour laquelle il a été jeté en prison par le régime de Paul Biya en 2003, explique ainsi : « *Celui qui a lutté pour la liberté d'expression se retrouve au fond de l'incommunication*¹ ». Le silence s'impose face à la parole libératrice.

Une schizophrénie inhérente

Les résidents basculent entre leur côté pile et leur côté face et la conception même de la Maison des Journalistes met en exergue cette dualité. En effet, la présidente valorise le fait qu'ils sont journalistes. Parce qu'elle est elle-même journaliste et spécialiste des médias à France Info, les résidents trouvent en elle la reconnaissance d'une consœur. À travers la Maison des Journalistes, Danièle Ohayon veut surtout leur redonner leur dignité professionnelle. Ainsi, de façon révélatrice, elle parle d'eux en les appelant « les confrères ».

Pour le directeur, Philippe Spinau, les résidents sont « les amis ». Cheveux blancs hérissés et allure de moniteur de colo, l'ancien documentariste se rend disponible dès qu'un résident en a besoin. Pour lui, la Maison des Journalistes a pour vocation de redonner une dignité humaine aux résidents. Il voit en eux des victimes de la censure. « *J'aurais pu aussi bien monter une Maison des avocats ou une Maison des peintres. C'est le fait d'aider des personnes qui ont osé l'ouvrir qui m'a amené à monter ce projet avec Danièle* », explique-t-il. Il mûrit d'ailleurs le projet de créer une Maison des Écrivains sur le même modèle.

Les deux visions, professionnelle et sociale, s'opposent mais se complètent. Ainsi les résidents se tournent-ils vers l'un ou l'autre interlocuteur et trouvent un équilibre.

L'arrivée en France implique pour les résidents de faire le double deuil de leur vie personnelle et professionnelle. Ils deviennent des résidents « sans papier », démunis de leur double identité. De leur identité sociale d'abord. La procédure pour constituer un dossier peut durer trois ans si la demande est refusée et que le résident doit passer par la Commission de recours des réfugiés. Pendant cette période, vécue comme un véritable chemin de croix, ils n'ont donc pas de statut et vivent dans une sorte de transparence sociale. Ils sont dépossédés



de leur identité individuelle. Par exemple, en racontant leur parcours à l'OFPPRA et à la préfecture, ils se dépouillent symboliquement de leur histoire, en laissant sur le bureau des réfugiés un pan de leur identité. Pour les réfugiés non francophones, la dépossession est encore plus grande. Devant les membres de la commission, c'est un interprète qui prend en charge leur récit de vie. Ils perdent donc en partie la maîtrise de leur vie. « *Les séances à la Maison des Journalistes avec moi visent à les remettre à la place de sujets, à ce qu'ils redeviennent acteurs de leur vie* », souligne la psychologue.

Pas de statut rime souvent avec pas d'identité sociale. « *Je ne savais plus qui j'étais. J'ai vécu un tâtonnement identitaire terrible* », lâche Oumar, les yeux dans le vide. La dégringolade sociale que vivent certains résidents accentue ce trouble, la plupart d'entre eux jouissant d'une situation privilégiée dans leur pays où ils avaient un bon niveau social, une reconnaissance professionnelle et une popularité appréciée. « *Au Maroc, j'habitais une grande maison, ma mère était conseillère du Palais Royal, nous vivions dans une sphère favorisée, j'avais de bons contacts. Maintenant, après avoir vécu comme une SDF, je vis dans un appartement de 12m², sans aucune reconnaissance* », raconte Izana. Pour Mwajuma, journaliste burundaise, l'effondrement identitaire a été terrible : « *À cause d'une émission radio pour laquelle j'avais voulu faire un débat en invitant, en face du gouvernement, des opposants, j'ai été kidnappée, violée ; ma fille de 13 ans a été violée et a donné naissance à l'enfant de son violeur. Mon fils a été enlevé et je ne sais toujours pas où il se trouve, mon mari a été assassiné et parce que ma mère a dit qu'elle ne savait pas où je me cachais, elle a été tuée aussi*². » Presque mécaniquement, elle parle de sa destruction et de son anéantissement. « *Depuis 4 ans, j'ai connu deux journalistes qui se sont complètement perdus et ont sombré, explique Véronique Pauchard. Mon travail avec les résidents est de les rattacher à eux-mêmes, de faire ressortir le fil rouge de leur identité, de leur montrer que s'ils aimaient le bleu avant, ils l'aiment toujours aujourd'hui et l'aimeront sans doute encore demain.* » Il s'agit donc de révéler la continuité de l'identité des résidents qui ne pensent vivre que des ruptures.

Paroxysme de la transparence, Izana n'existe pas en tant que réfugiée politique marocaine. « *Les différents interlocuteurs que j'ai rencontrés m'ont dit : «Izana, ce sera difficile pour toi d'avoir le statut de réfugié politique ici en France, car la France aura du mal à reconnaître qu'il existe des réfugiés politiques marocains.» Les liens trop étroits entre la France et le Maroc amenaient la France à fermer les yeux sur ma situation.* » Elle n'existait donc ni en tant que réfugiée politique marocaine ni en tant que journaliste en danger.



En attente de leur statut, les journalistes ont du mal à pénétrer dans le monde fermé de la presse. Ils n'exercent donc plus leur profession. Ils écrivent certes des articles dans l'hebdomadaire web de la Maison des Journalistes, mais ne touchent aucune rémunération et ne peuvent prétendre à vivre de leurs écrits. Les résidents sont des journalistes mais sans enquêtes à mener, reportages à publier ou chroniques à diffuser, que reste-t-il de leur identité professionnelle ? Un sentiment de vide les accompagne. Rémy affirme ainsi : « *L'horizon se bouche, la passion du métier disparaît, il faut liquider le micro, enterrer la plume, prendre le chemin du désespoir*³. »

Lorsqu'ils ont leur statut, les résidents se débrouillent avec des petits boulots et s'éloignent chaque jour un peu plus de leur vocation professionnelle initiale. Un journaliste reconnu dans son pays devient souvent en France agent d'entretien ou caissier à Monoprix. « *Je suis allé à l'ANPE pour trouver du travail. L'employée m'a proposé la restauration ou le gardiennage à moi qui ai été le directeur d'une radio nationale. Elle me proposait d'aller protéger les Français à moi qui ai fui la mort*⁴ », s'insurge Rémy. Leur identité professionnelle est mise à mal. Ce double vertige identitaire peut aller jusqu'à la perte totale de soi et à l'emprunt d'une autre identité et d'une autre histoire. Un marché de faux récits de vie s'est développé sur Paris. « *Des exilés déboussolés, qui ne parlent pas le français, se laissent parfois influencer par des « vendeurs de vie » qui leur inventent une identité et un parcours en assurant que leurs chances seront ainsi plus grandes pour obtenir le statut de réfugiés*, explique Prisca Orsono, responsable du bureau des réfugiés à Reporters Sans Frontières. Même des journalistes qui n'en ont pas besoin pour prouver l'urgence de leur situation tombent dans le piège. »

Des résidents en conquête

Les résidents sont des êtres qui ont beaucoup perdu mais ils sont d'une incroyable richesse et ont une force de vie peu commune. Pour Ahmed, chaque jour amène sa petite victoire. Après un an en France, ce fixeur pour de nombreux médias étrangers et correspondant au *Monde* sait parler français grâce à des cours de langue à la Sorbonne qu'il suit assidûment. Considéré comme un traître à son pays parce que travaillant avec des étrangers, il a été menacé, enlevé et a vu sa maison détruite par une bombe. Fatigué d'une situation professionnelle toujours précaire dans son pays, il voit dans la Maison des Journalistes une chance : « *La Maison des Journalistes est un point de départ pour une nouvelle vie. Je m'enrichis des contacts avec les journalistes résidents. Je veux rester optimiste, ne prendre que le meilleur.* »





LA MAISON DES JOURNALISTES : ILS ONT JETÉ L'ENCRE...

Certains comme Izana gardent leur esprit de combattant. Ils n'exhibent pas leur souffrance et ramènent toujours l'attention de leur interlocuteur sur la situation de leur pays. Ils continuent en quelque sorte leur travail de rapporteur et luttent contre l'ignorance. Interrogée sur son parcours, Izana, droite sur son siège, les poings sur la table, détaille les lieux des camps de réfugiés sahraouis, reedit mot pour mot les discours du roi marocain. « *Garder un esprit combattant, c'est vouloir donner un sens à sa souffrance, faire en sorte qu'elle ne soit pas vaine*, explique Véronique Pauchard. *La rattacher à une cause permet de donner un sens à sa vie et de finalement se sauver.* » Il s'agit en quelque sorte de réintroduire du collectif dans l'individuel.

La Maison des Journalistes ne crée pas cette reconquête d'identité, elle la favorise. « *Les journalistes existent par eux-mêmes, la Maison est là pour les aider à se structurer* », insiste le directeur. En aidant ces journalistes aux parcours si particuliers, la Maison des Journalistes, peut être malgré elle, produit une représentation singulière du journalisme. En opérant un choix dans le profil de ses résidents, elle offre une vision restrictive de ce qu'elle croit être un journaliste. Quelle place la Maison des Journalistes tient-elle donc dans le champ de la profession ? Quel rôle remplit-elle et quelle représentation du journalisme donne-t-elle ?

Le « héraut héros », excellence du journalisme

La Maison des Journalistes ne retient qu'un profil de journaliste qui renvoie à une forme d'excellence de l'exercice de la profession. Le journaliste résident est un héraut, un messager chargé d'annoncer une information au nom de la liberté de la presse. Par ailleurs, il est un héros, l'auteur de hauts faits. Il est un exemple de courage et d'intégrité pour ses confrères et répond à l'exigence universelle du service de l'information.

La présidente, Danièle Ohayon, se dit admirative de cette figure du journaliste qui va jusqu'au bout de ses convictions, « *à l'image d'Albert Londres qui en 20 ans d'écriture d'articles a gardé une ténacité intacte pour fermer le bagne de Cayenne* ». Le résident Rémy Ngono illustre tout à fait ce type de journaliste. Directeur de Radio Chronique au Cameroun, journaliste dans l'émission satirique Coup Franc, il a dénoncé la corruption des dirigeants de son pays. Très apprécié au Cameroun, il a vu des marches spontanées s'organiser dans les villes et les villages pour le soutenir. Il a été envoyé 17 fois en prison avant de se résigner à quitter son pays. En prison, enfermé dans un trou à rats sordide, il a gardé son sens journalistique. Ainsi, a-t-il réussi à se procurer des bouts





de papier pour noter le nom des personnes « disparues » qui étaient emprisonnées avec lui. Il est parvenu à faire entrer un appareil photo dans sa cellule. À sa sortie, le journaliste est allé jusqu'au bout de sa démarche et s'est rendu en personne chez le ministre pour lui remettre en mains propre la liste et les portraits des prisonniers. Il incarne la figure du journaliste de combat qui fait de son article un acte militant.

Un journaliste victime de sa propre liberté

Le point commun entre tous ces résidents est qu'ils ont été des acteurs de la liberté et qu'ils en sont devenus les victimes. Rémy Ngono explique ainsi : « *La place d'un homme libre dans les forêts équatoriales, c'est la prison ou la tombe*⁵ ».

La représentation qui est donnée du journaliste reste non formatée ; en ce sens, elle sort des normes techniques, des listes de règles pratiques ou des codes d'écriture journalistique. La qualité professionnelle n'est pas un critère retenu, c'est l'engagement du journaliste et son état de victime qui en découle qui sont mis en valeur. La reconnaissance du journaliste résident se fait en fonction du danger encouru. Viennent à la Maison des Journalistes ceux qui ont subi de lourdes persécutions ou ont reçu des menaces les obligeant à fuir dans l'urgence. Reporters Sans Frontières, qui sélectionne les résidents, retient ainsi trois critères fondés sur la victimisation : l'individu doit être journaliste, doit être persécuté en tant que journaliste et doit être menacé dans son pays, ce qui implique l'impossibilité pour lui d'y rester.

Pour sélectionner les journalistes, un correspondant de RSF enquête sur place. Généralement, le journaliste devient victime par étapes. La corruption est le premier recours. C'est la méthode du « coulage », une enveloppe glissée dans la poche du journaliste pour acheter son silence. Puis viennent les convocations, la pression morale à l'encontre du journaliste ou de son entourage. L'étape suivante correspond souvent aux attaques physiques, au tabassage en règle jusqu'à l'emprisonnement. En moyenne, les persécutions durent cinq ans dans le pays avant le départ contraint du journaliste. Il est donc difficile de définir la prise de conscience du risque encouru par les journalistes. Sont-ils acteurs conscients de leur liberté ou bien victimes prises au piège de leur propre liberté ? Flirtent-ils délibérément avec la mort en s'accrochant à leurs convictions et en affirmant leur engagement ou sont-ils happés par une tornade infernale et par la montée en puissance du danger qu'ils ne peuvent contrôler ? Il est impossible de répondre théoriquement à ces questions tant les situations divergent. En tout cas,



ces journalistes vivent des situations tragiques qui incitent au respect pour le courage qu'elles révèlent.

Le directeur refuse néanmoins d'alimenter le mythe d'un journaliste combattant de l'information. La présidente insiste, quant à elle, sur le fait que cette vision romantique éclate face à l'atrocité concrète des barbaries qu'ils ont vécues : « *Les sévices sont pour nous désincarnés. On en parle aisément car on ne les comprend pas. À la Maison des Journalistes, les journalistes ont souffert dans leur chair, ils ont vécu des traumatismes irréparables. On ne peut pas s'imaginer à quel point l'homme est capable des pires tortures.* »

Jean Jules, journaliste congolais de 62 ans, a titré son article sur la mort de Kabila : « Encore un dictateur de moins ». « *Ces mots m'ont coûté une partie de la vie* », lâche-t-il dans un sanglot⁶. Jean Jules a eu un testicule broyé par la garde rapprochée du président. Un traumatisme qui le poursuit et dont il n'arrive pas à se défaire. « *S'il y a héroïsme, c'est surtout leur dignité et leur élégance. Ils ne font jamais peser leur souffrance sur les épaules de l'autre et gardent foi en la vie* ». Plutôt que des héros, ils sont surtout des hommes riches, à la fois forts et fragiles, dégagés de tout stéréotype.

Le risque de mythifier les résidents est de faire de la Maison des Journalistes une vitrine, un zoo que l'on vient visiter par esprit voyeuriste. Philippe Spinau ne le supporterait pas : « *Le 3 mai, journée internationale de la liberté de la presse, je fuis les journalistes qui viennent exploiter le vécu des résidents pour produire leur marronnier car ils sont à court d'idées.* » Au quotidien, pas de caméra, pas trop de micros ; les résidents sont protégés, ils sont avant tout dans leur maison et pas dans une foire exposée au regard médiatique

Par ailleurs, le directeur fait remarquer : « *Cette vision héroïque m'énerve parfois. Il y a du courage, c'est certain mais tous ne sont pas sympathiques. Un résident peut avoir des idées fascistes et avoir saisi sa plume pour critiquer le camp adverse. Il sera accueilli chez nous* », assure le directeur. Les frictions politiques ou religieuses sont même parfois concentrées à la Maison des Journalistes. Une année, la Maison a abrité le rédacteur en chef du journal gouvernemental du Congo-Kinshasa et son homologue du journal d'opposition.

Activer une solidarité corporative

La Maison des Journalistes est le symbole d'une forte identité professionnelle dans laquelle les médias se retrouvent. C'est la solidarité des médias qui financent le centre à 50 %, pour un montant



de 10 000 euros par an. C'est donc sur la solidarité professionnelle que le réalisateur et la journaliste ont tout misé. Les médias financent l'accueil des résidents, le Fonds Européen pour les réfugiés complétant le budget et la mairie de Paris ayant offert les locaux. Participent Bayard Presse, Canal +, Centre presse, le quotidien de la Vienne, Fondation Varenne, France télévision, Play Bac, Prisma Presse, *La Montagne*, *La Nouvelle République*, *La République du Centre*, *Le Canard Enchaîné*, *Le Monde*, *Les Echos*, M6, Milan Presse, *Ouest-France*, *Paris Match*, Radio France, *Télérama*, TF1, TV5, *Le Figaro* et *Sud-Ouest*. Chaque chambre porte l'enseigne d'un média partenaire. Les financeurs n'ont aucun droit de regard sur les résidents, ce qui garantit l'indépendance de l'organisme et assure une solidarité désintéressée.

À *Ouest-France*, le groupe initie même des rencontres et des visites de la rédaction. « *Nous demandons toujours qui est dans la chambre qui porte notre enseigne. C'est l'occasion pour nous de faire une rencontre, de montrer notre reconnaissance au résident et d'écrire un article sur lui dans notre journal* », explique Daniel Floch, rédacteur en chef adjoint du quotidien.

La présidente cherche à créer des passerelles entre les résidents et les médias français. Elle tente de créer des ponts en ce qui concerne l'embauche. Pour la journée internationale de la Liberté de la presse (3 mai), des résidents vont dans une rédaction et sont payés pour la journée. En 2008 l'opération a eu lieu à France Info avec 10 anciens résidents de la Maison. Intégrés dans la grille des programmes de la journée, ils sont allés en reportage, ont rédigé des chroniques et ont pris le micro pour présenter le journal et animer des débats. Dans cette optique, des CV avec éditos personnels relatant la vie des résidents ont été créés et sont toujours à portée de main de la présidente, dans sa voiture, pour proposer l'intervention des résidents dans des émissions.

Ainsi les médias sollicitent-ils parfois les résidents sur des événements se déroulant dans leur pays d'origine : un résident tchadien est ainsi intervenu sur Canal + à propos de l'Arche de Zoé. Des partenariats avec des écoles de journalisme sont aussi mis en place et permettent à la Maison de bénéficier de tarifs avantageux pour les formations initiales.

Remplir un rôle de témoin

La Maison des Journalistes se refuse à être le porte-parole de la liberté de la presse. Elle tient à se détacher du travail de Reporters Sans Frontières. Ici, c'est la protection des résidents qui prime et



non la volonté d'une ouverture à tout prix sur le public ou sur le monde médiatique. Très peu de déclarations et de discours, aucune revendication, jamais de publicité. La Maison des Journalistes affirme une volonté d'indépendance et se refuse à entrer dans une fédération, ce qui engendrerait, selon elle, des conflits d'intérêts. Ainsi, alors même que des Maisons semblables sont en voie de création à Berlin en Allemagne et à Cadix en Espagne (l'établissement français est le premier du genre au monde), le directeur n'envisage pas de créer une fédération internationale. Cependant, la présence même de la Maison des Journalistes à Paris agit comme une piqûre de rappel, une affirmation visible de la liberté d'expression bafouée dans le monde. Elle porte donc un message en soi, un message qu'elle égrène en filigrane dans la société.

Tout d'abord, la Maison des Journalistes rappelle la valeur de la liberté d'expression. Elle a mis en place l'opération *Renvoyé spécial* dans 77 lycées avec l'aide du CLEMI⁷ et des NMPP⁸. Il s'agit d'organiser des [rencontres](#) entre des classes de lycéens et des journalistes pensionnaires de la Maison des Journalistes, à la demande des établissements scolaires. « L'objectif est d'apporter aux élèves le témoignage d'un journaliste et de leur faire comprendre que liberté et liberté d'expression sont étroitement liées et qu'accepter une parole dérangeante est un bon indicateur démocratique », affirme Philippe Spinau. Pendant deux saisons, l'opération a touché 27 départements en métropole et près de trois mille élèves.

Par ailleurs, la Maison des Journalistes tient à jouer un rôle dans la situation des réfugiés politiques en France. Les résidents qui sont au cœur de cette thématique sont des médiateurs privilégiés. Ainsi, le journal interne, *L'œil de l'exilé*, traite-t-il symptomatiquement du sujet de l'exil tout comme leur *Radio Quasimodo*, hébergée sur le site de France Terre d'Asile.

La Maison des Journalistes offre, même nuancée, une représentation fantasmée du journaliste ainsi qu'une représentation idéalisée d'une solidarité forte et effective entre médias. Cependant, ces représentations viennent se heurter à la réalité française.

Il existe en effet un décalage entre le profil des résidents et la place qu'ils occupent ensuite dans le champ médiatique en France. La confrontation des résidents avec la réalité française montre que le corps professionnel n'est pas aussi soudé qu'il en a l'air.

Limite de la reconnaissance

Les journalistes français ne se reconnaissent pas entièrement dans les résidents de la Maison des Journalistes. La solidarité des médias parrains envers les résidents est dépersonnalisée, elle est avant tout financière. À part *Ouest-France* qui, malgré l'éloignement géographique, tente de concrétiser les échanges au sein de sa rédaction, les médias ne cherchent pas à savoir qui ils aident.

Pour Danièle Ohayon, cette absence de cohésion et d'engagement relationnel était difficile à accepter au début, mais elle explique que « *c'est exactement la même situation que de donner 20 euros à un SDF dans la rue pour lui assurer son repas. Allez-vous ensuite lui offrir votre chambre d'amis pendant 6 mois pour qu'il reprenne pied ?* », Philippe Spinau, lui, défend ce concept. L'argent des médias est primordial ; la Maison des Journalistes assure ensuite le relais en concrétisant et en individualisant cette solidarité. « *Les médias financent une chambre, pas celui qui est dedans, soutient-il. La Maison des Journalistes est une idée, pas une personne.* »

Mais même lorsque les relations sont individualisées, le lien au quotidien est fragile. « *Je me sens très proche de Jean Jules, le résident Congolais de 62 ans, raconte Patrick La Prairie, chargé des missions presse école à Ouest-France, mais il est impossible de l'aider quotidiennement à vivre en France, regrette-t-il. Son passé, ses problèmes psychologiques et ses soucis de santé prenaient une place considérable dans sa vie et nous éloigne* », poursuit-il.

L'intégration des résidents dans les médias français reste difficile et l'embauche rare. Le journaliste, héros admiré, déchanté lorsqu'il s'agit de faire sa place dans la profession en France. À la sortie de la Maison des Journalistes, seulement 10 % des résidents trouvent un emploi lié au journalisme. Les autres se tournent principalement vers la restauration ou la sécurité. D'où un paradoxe : la Maison des Journalistes devient le lieu où les résidents perdent leur identité professionnelle. La solidarité des médias connaît donc des limites. Plusieurs raisons coexistent.

Pour Danièle Ohayon, « *l'embauche n'est pas du domaine de la solidarité. Elle est de l'ordre du désir. Les médias préfèrent embaucher à l'identique, employer le jeune journaliste que l'on était avant, dans lequel on se reconnaît. Pour l'instant les médias sont assez hermétiques pour intégrer une culture d'ailleurs, une vision étrangère alors que c'est un plus indéniable dans une rédaction.* » Il est vrai que depuis 2007, Radio France Internationale, à vocation pourtant internationale, passe à l'antenne de moins en moins de voix africaines dans une politique d'uniformité et de meilleure audibilité. La souffrance psychologique que certains journalistes

n'arrivent pas à dominer freine également l'embauche. « Certains ne sont pas disponibles mentalement », explique Daniel Floch, rédacteur en chef adjoint de *Ouest-France*.

Nicolas Brimo, journaliste au *Canard Enchaîné* souligne : « *Au Canard, nous sommes une petite rédaction où il est nécessaire de bien connaître la politique française et surtout d'avoir un carnet d'adresses très fourni, un outil de travail que les résidents n'ont pas. Et puis, en ce qui concerne les postes qui seraient plus adaptés à leur profil, il n'échappe à personne que les bureaux AFP à l'étranger ferment peu à peu et que les postes de correspondants fondent comme une peau de chagrin au Monde et au Figaro par exemple* ». Pour le journaliste, la réalité journalistique française ne peut pas accueillir les résidents et il est risqué de leur faire miroiter la perspective d'une embauche : « *Il ne faut pas les embarquer dans ce miroir aux alouettes car ils en sortent amers.* » « *Nous ne sommes pas contre leur embauche dans notre groupe mais aujourd'hui le recrutement est peu propice à leur intégration* », ajoute Vincent le Baron, responsable des ressources humaines à TF1.

Le contexte de chômage et de crise des médias joue donc aussi contre les résidents. Enfin, l'une des raisons principales est la langue. Quarante pour cent des résidents sont non francophones. La Maison des Journalistes propose des cours de français tous les jours en interne mais le faible niveau de langue et la mauvaise compréhension du milieu français freinent les propositions d'embauche. Viennent s'ajouter à ce problème des pratiques journalistiques des résidents souvent très différentes de celles utilisées en France.

La maison des journalismes

Il s'agit de la Maison « des » journalistes et pas « du » journaliste, aussi s'agit-il de la Maison « des » journalismes et pas « du » journalisme. Les résidents viennent de leur pays avec des techniques journalistiques singulières, une approche de l'actualité particulière et un traitement de l'information parfois sensiblement différent de celui pratiqué en France. L'unité du journalisme éclate alors en de multiples facettes. Le journalisme est à décliner au pluriel. Tout dépend de la formation qu'ils ont eue dans leur pays, de la durée de leur activité et du type d'informations qu'ils ont couvert. Par exemple, la perception des enjeux politiques est altérée chez les journalistes résidents qui sortent d'un monde souvent bipolaire constitué des innocents et des bourreaux, des victimes et des corrompus. Ainsi, Jesus, journaliste cubain, reste-t-il marqué par la dictature communiste et lit le monde



selon un angle manichéen. Il a du mal à prendre en compte la réalité démocratique française et à intégrer et replacer les valeurs de la gauche dans notre système politique.

Le style d'écriture est également un point de divergence. Dans les pays africains, les diatribes et le style oral et enlevé sont très employés. Les propos à teneur provocatrice auxquels les lecteurs et auditeurs sont habitués sont plus courants qu'en France où ils peuvent choquer. Dans la presse, l'écriture soignée et l'utilisation de proverbes qui sont naturels dans ces régions apparaissent en France comme un style obsolète et ampoulé.

L'utilisation d'outils différents change aussi la nature du travail car elle modifie les réflexes journalistiques. L'utilisation d'Internet changera le rapport du journaliste aux sources ainsi que sa méthode de recherche des informations. « *Certains résidents n'ont jamais utilisé d'appareils photos alors qu'en France, cet outil est indispensable dans la presse écrite* », fait remarquer Philippe Spinau.

En somme, autant de pays d'origine et autant d'individualités dessinent donc autant de journalismes. Ainsi, pour évaluer le degré de professionnalisme des résidents selon les critères français, la Maison des Journalistes relit-elle leurs articles et retravaille-t-elle leurs chroniques. Aussi le directeur explique : « *Le journal en ligne et la radio mis en place à La Maison des Journalistes servent avant tout à stimuler les résidents, à leur redonner la possibilité de s'exprimer mais aussi à évaluer la qualité de leur travail pour un média français.* » Une assistante est donc chargée de reformuler la prose des résidents afin qu'elle corresponde aux critères journalistiques français.

Face à ces diverses façons de pratiquer le journalisme, une question se pose. Le pays définit-il une identité professionnelle spécifique ? Peut-on distinguer un journaliste français d'un journaliste congolais ? Les spécificités nationales détruisent-elles la perspective d'un journalisme universel et d'une unité de la corporation ? Le sociologue des médias Denis Ruellan s'est posé la question en étudiant le cas de l'identité professionnelle des journalistes en France, au Brésil et au Québec, comparant ainsi les données socioculturelles, juridiques et historiques qui définissent le journalisme dans ces trois pays. Aucune charte internationale du journalisme n'existant, il a montré que ces trois pays qui ont des points communs centraux comme la démocratie, la stabilité économique et la paix ne voient pas le journaliste de la même façon⁹. Mais le pays est-il le seul facteur qui change la perception du journalisme ?





Une identité professionnelle floue

En fait, l'identité professionnelle du journaliste échappe en soi à toute définition figée. Au sein même d'un seul pays, l'identité du journaliste est imprécise et très étendue. Par conséquent, les journalistes français ont du mal à se reconnaître professionnellement entre eux. Ainsi, un chroniqueur politique ne semble pas faire le même métier qu'un journaliste culturel ou qu'un présentateur de journaux télévisés. Ceci expliquerait donc pourquoi la reconnaissance professionnelle entre journalistes français et journalistes résidents est d'autant plus difficile. Le sentiment d'appartenir à un même groupe est atténué, le sens du collectif quasi inexistant. Le manque de cohésion découlerait donc de la nature insaisissable de l'identité professionnelle du journaliste et c'est ce que révèle la Maison des Journalistes

C'est encore le sociologue Denis Ruellan qui a théorisé la nature « floue » de l'identité du journaliste. Il arrive à cette conclusion : « Il apparaît, au travers des diverses tentatives de fermeture que traversa le journalisme, que celui-ci est un métier aux limites incertaines, au domaine flou [...] par-delà les discours d'inspiration fonctionnaliste tendant à souligner sa compétence technique, sa cohérence, son intégrité et toutes les qualités que l'on a vite fait de rassembler sous le terme fourre-tout de professionnalisme¹⁰. » Ce flou identitaire engendrerait donc une structure collective inexistante à l'origine des faibles liens concrets entre résidents et journalistes français. Cependant pour le sociologue, ce flou n'est pas un défaut ou un dysfonctionnement mais est constructif et source d'enrichissement : « En effet, en ne spécifiant pas rigoureusement ses missions, l'identité professionnelle peut paraître inachevée ou floue, et, malgré tout, le groupe exister bel et bien, reconnu, respecté et même envié¹¹. »

Il nous semble alors que même si le groupe professionnel que les journalistes français et les journalistes résidents constituent est trop étendu et ne permet pas de construire de liens forts, la force de ce groupe repose sur sa capacité à prendre en compte ses différences, à analyser la diversité de ses pratiques et à s'enrichir de son hétérogénéité. La Maison des journalistes agit d'une certaine façon comme un miroir pour les médias français qui, par le lien du partenariat, regardent leur propre activité et analysent leur propre rôle dans la société française. Les journalistes résidents, eux, portent un regard critique sur le travail du journaliste en France. Un jeu de reflets qui enrichit la perception du métier et qui amène d'abord à une remise en question de la pratique du journalisme en France. Danièle Ohayon confie : « *Côtoyer des journalistes*





étrangers qui ont risqué leur vie pour informer a changé ma conception du journalisme. Je me suis rendu compte à quel point en France, l'information se résume souvent à du descriptif et du pratique. » Patrick La Prairie de Ouest-France affirme quant à lui : « Au contact de Jean-Jules, j'ai ressenti ma situation comme un privilège. Du coup, nous prenons conscience de notre liberté et cela nous amène à aiguïser notre vigilance quant aux pressions qui peuvent la freiner. »

Il est intéressant de remarquer que les résidents qui ont trouvé un emploi dans les médias en France se distinguent des journalistes français. En imposant leur verve, ils font rejaillir le cté terne et lisse de la couverture médiatique en France. Ainsi, Rémy Ngonu impose des propos redoutables et décapants qui réveillent les téléspectateurs ainsi que ses confrères. Ces derniers l'entendent traiter l'entraîneur de l'OM de « nullissime » et de « poupée de chiffon » dans l'émission « On refait le match » chaque lundi sur RTL et LCI. « Il crie plus fort que les autres et provoque de vives réactions, explique Eugène Saccomano qui l'a révélé au public. Mais ce n'est pas superficiel car il s'y connaît vraiment¹² » Léon souligne aussi : « J'ai conscience de faire peur à certains médias. Quand je fais mon travail, les questions que je pose sont qualifiées de « trouble fête » alors que ce sont de simples questions journalistiques. »

En finançant la Maison des Journalistes, les médias partenaires défendraient-ils des pratiques qu'ils n'exercent pas au quotidien ? Défendent-ils des valeurs qu'ils sont censés incarner mais qu'ils n'incarnent plus ? Pourquoi les téléspectateurs et les journalistes français se sentent-ils perturbés, surpris, intrigués par les propos décapants et « trouble fête » de résidents qui ne font qu'utiliser la liberté d'expression et d'information ?

Une liberté d'expression canalisée

Récurrent dans les propos des résidents, le regret que les journalistes français, qui vivent sur la terre des droits de l'Homme et dans une nation démocratique, n'utilisent pas assez la liberté dont ils bénéficient. Les résidents n'observent pas de censure mais plutôt une autocensure des journalistes. « Il y a une frilosité des journalistes à pousser leur recherche d'infos », analyse Arthur. Pour Izana, « les journalistes français savent où sont les limites et ils ne les franchissent pas. Ils connaissent les sujets tabous ». Le manque d'exigence envers le travail attire également leur attention : « La France regorge de lieux de culture et de connaissance comme les musées ou les bibliothèques, mais je suis surpris de voir que les journalistes manquent souvent de culture générale, explique Arthur. Je trouve cela regrettable car ne pas avoir une culture générale solide rend facilement manipulable. »



Dans l'œil des résidents, la multiplication des outils d'information a aussi sa part de responsabilité. Le matériel technique aseptise le travail des journalistes français qui ne profiteraient pas à bon escient de la diversité des sources d'information dont ils jouissent. « *Au Congo, l'agence nationale de presse ne fonctionne pas bien, explique Arthur. Du coup, les journalistes ont le réflexe d'aller sur le terrain. Ils développent un flair journalistique et croisent différentes sources d'information pour trouver la bonne info.* »

Symptomatique de cette liberté d'expression qui suit le même canal, l'uniformité des informations données dans les différents médias. « *Je trouve qu'il existe une forme de pensée unique, soulève Arthur. L'AFP par exemple n'est presque jamais remise en cause par les journalistes. Le profil des journalistes participe aussi à cette uniformité. Ils passent maintenant par des écoles qui leur enseignent sensiblement les mêmes codes, ils viennent du même milieu social, ont les mêmes références culturelles.* » Une uniformité qui se retrouverait de fait dans le traitement de l'information et qui laisserait à la marge des journalistes perturbateurs, sortes d'ovnis médiatiques. Même constat chez Arthur : « *En France, je trouve que tous les médias disent sensiblement la même chose, excepté Le Canard Enchaîné qui joue le rôle de perturbateur et à qui on donne le sale boulot du scandale.* »

Certains résidents portent un regard très critique sur le désintérêt des journalistes français pour les enquêtes approfondies jugées trop lourdes et contraignantes. Les résidents sont également sensibles à l'importance du secret qui semble prévaloir en France, une culture du « *sacro-saint document classifié* » à laquelle Arthur fait allusion dans un article traitant de la vague protectionniste qui s'étend en France et en Europe depuis le 11 septembre 2001 et qui de fait rend difficile l'accès aux sources d'information¹³. Cependant, plusieurs d'entre eux reconnaissent que « *dans certains pays, les scandales sont dans la rue, à portée de main. Ici ils se cachent Mais les risques encourus sont moins grands, le journaliste français peut se réfugier sous l'abri démocratique, sous la protection collective. Mais dans tous les cas, je pense qu'ils sont de plus en plus conscients de la transformation de leur métier et des menaces qui pèsent sur leur profession* » (Arthur).

La Maison des Journalistes affirme la grande diversité des pratiques journalistiques mais met en valeur un caractère fondamentalement commun à tous ces professionnels : le journaliste est le reflet de la société et est en perpétuelle remise en question professionnelle. Là où la liberté d'informer est bafouée, il prend l'allure d'un combattant et s'arme de sa plume en oubliant le danger. Là où la démocratie et la liberté sont institutionnalisées, il se replie parfois dans le confort et tente de négocier avec les pressions dont il a conscience. La Maison des Journalistes propose donc un déplacement du regard comme il y a eu déplacement d'individus.



Conclusion

La Maison des Journalistes est un voyant allumé rappelant la fragilité de la liberté d'expression. Elle est aussi une balise de sauvetage pour ceux qui se sont perdus dans l'exil, un port d'attache pour les déracinés de l'écriture. Au cœur de l'établissement se joue la reconquête d'une double identité perdue par les résidents. Une identité sociale perturbée par le déracinement, l'arrachement à ses origines et à sa famille et une identité professionnelle qui souvent se vide de son sens en France où l'embauche dans les médias est quasi impossible. La singularité du parcours des résidents et la diversité de leurs pratiques journalistiques se heurtent à l'uniformité des journalistes français.

Ainsi la Maison montre-t-elle concrètement que la cohésion du groupe professionnel n'existe pas. Mais de ce constat difficile à vivre au quotidien pour les résidents naît la possibilité d'enrichir notre vision du journalisme. Le regard des résidents permet d'appréhender d'un nouvel œil l'activité des médias dans notre pays. Sous le toit de la Maison, il s'agit bien de journalistes au pluriel affirmant l'hétérogénéité et la richesse de l'identité de la profession. Autant de visages façonnent autant de journalismes. Aujourd'hui, Ahmed sourit à la chance en regardant le plan de Paris de ses yeux pétillants ; Izana vit comme une combattante et arrache au destin une indépendance farouche ; Oumar prie à genoux dans sa chambre silencieuse et se cherche encore dans le regard des autres avec grandeur et humilité ; Arthur parcourt les bibliothèques et les salles de travail, tour à tour curieux, effronté, exigeant.

Ils ont perdu plus que ce qu'ils ne gagneront en France mais ils gardent en eux une force de vie résolument dédramatisée ■

Notes

1. *Plumes en Exil*, documentaire 2006.
2. *Idem.*
3. *Idem.*
4. *Idem.*
5. *Idem.*
6. *Idem.*
7. Le Centre de liaison de l'enseignement et des médias d'information est chargé de l'éducation aux médias dans l'ensemble du système éducatif. Il est à l'initiative de la *Semaine de la presse et des médias dans l'école.*



8. Les Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne (NMPP) sont une société commerciale de messageries, contrôlée par les éditeurs réunis en coopérative. Ils distribuent, sur tout le territoire, l'ensemble des quotidiens nationaux et plus de 80 % des magazines
9. *Professionnalisme, professionnalisation et profession de journaliste au Brésil, en France et au Québec : un essai de comparaison*. www.denis-ruellan.fr
10. Denis Ruellan , 2007, p. 201
11. Denis Ruellan, 2007, p. 200
12. « Rémy Ngonu refait le match », *L'Express*, 08/02/08
13. « L'auto censure se porte bien dans la presse française », *L'œil de l'exilé*, 03/05/08

Références bibliographiques

- BANET B. & S. BANULS (2007), *Plumes en exil*, LOPEVI image.
- CEAUX P. (2008), « Rémy Ngonu refait le match », *L'Express*, 8 février.
- MILOT A. (2008), « À la Maison Des Journalistes, on soigne les douleurs de l'exil », www.rue89.com.
- PARQUET K. (2008) « Un toit pour les journalistes persécutés », *L'Humanité*.
- RUELLAN D. (2007), *Le journalisme ou le professionnalisme du flou*, Grenoble, PUG, p. 200-201
- RUELLAN D. (2007) *Professionnalisme, professionnalisation et profession de journaliste au Brésil, en France et au Québec : un essai de comparaison*, www.denis-ruellan.fr.